

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Commission statutaire du 4 mars 2014
Section consultative

Dispositions statutaires

Ministère de la défense

Projet de décret portant statut particulier du corps des infirmiers civils en soins généraux et spécialisés du ministère de la défense

Ce projet de décret crée un corps des infirmiers civils en soins généraux et spécialisés du ministère de la défense, classé en catégorie A sédentaire, composé de quatre grades et régi par des règles analogues à celles applicables au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés créé dans la fonction publique hospitalière par le décret n° 2010-1139 du 29 septembre 2010. Conformément à l'article 28 de ce projet, les infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense régis par le décret n° 2005-1597 du 19 décembre 2005 sont intégrés dans ce nouveau corps. Par dérogation, ils peuvent également opter, en application des dispositions de l'article 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, pour le maintien dans leur corps régi par le décret du 19 décembre 2005 précité.

Ce projet de décret prévoit également à son article 29, l'intégration des infirmiers spécialisés de l'Institution nationale des invalides régis par le décret n° 90-960 du 23 avril 1990, qui bénéficient de même du droit d'option.

Ce projet de décret comporte, en ses articles 6, 8 et 9, des dispositions dérogatoires au statut général des fonctionnaires. S'agissant de professions réglementées, ce corps est ainsi exclusivement accessible, par voie de concours sur titres, aux personnes titulaires de l'un des diplômes ou autorisations d'exercer prévu par le code de la santé publique. Ce corps n'est donc pas accessible par la voie de concours interne ou de la promotion interne, au sens de l'article 26 du titre II du statut général des fonctionnaires.

Les articles 6, 8 et 9 sont soumis en conséquence, en application du premier alinéa de l'article 10 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Ce projet de décret a été soumis pour avis au comité technique du ministère de la défense, lors de sa séance du 28 novembre 2013. Il a recueilli les voix suivantes :

	Pour	Contre	Abstention
FO	4		
UNSA/CGC	4		
CFDT	3		
CGT		3	
CFTC	1		

Il a également été soumis pour avis au comité technique paritaire central de l'Institution nationale des invalides. Il a recueilli les voix suivantes : 4 voix pour (3 CFDT, 1 CFTC), 0 contre.